



BUDGET PRIMITIF 2023

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

SOMMAIRE

I. Le budget général 2023	3
A. <i>L'équilibre du budget 2023</i>	3
B. <i>La section de fonctionnement.....</i>	4
1. L'évolution des recettes de fonctionnement	4
2. L'évolution des dépenses de fonctionnement	8
3. La répartition de la section de fonctionnement par fonction (unité d'analyse / service).....	10
C. <i>La section d'investissement</i>	11
II. Les budgets annexes.....	14
A. <i>Budget des ordures ménagères</i>	14
a) L'équilibre du budget	14
b) La section de fonctionnement – Vue par chapitre	15
c) La section d'investissement – Vue par chapitre.....	16
B. <i>Budget annexe des transports urbains</i>	17
a) L'équilibre du budget	17
b) La section de fonctionnement – Vue par chapitre	17
c) La section d'investissement – Vue par chapitre.....	18
C. <i>Budget annexe de l'assainissement collectif</i>	19
a) L'équilibre du budget	19
b) La section de fonctionnement – Vue par chapitre	19
c) La section d'investissement – Vue par chapitre.....	20
D. <i>Budget annexe de l'assainissement non collectif (SPANC)</i>	21

Après le rapport d'orientation budgétaire présenté lors de la séance du conseil communautaire du 20 février 2023, le budget primitif 2023 concrétise les orientations de l'agglomération.

Cette note explicative a vocation à synthétiser et commenter les données issues des maquettes budgétaires qui répondent aux exigences du cadre légal des instructions comptables et budgétaires (M14 et M4). Le budget de l'agglomération est composé du budget général et des budgets annexes (Ordures ménagères, transports urbains, assainissement collectif et non collectif).

Les comparaisons effectuées dans cette note, avec le budget précédent, se font à partir du budget cumulé 2022 (budget primitif + décisions modificatives + virements internes + restes à réaliser n-1).

I. Le budget général 2023

A. L'équilibre du budget 2023

BUDGET PRIMITIF	
Section de fonctionnement	2023
Dépenses	46 906 K€
<i>dont crédits réels</i>	42 779 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	4 127 K€
Recettes	46 906 K€
<i>dont résultat n-1 (002)</i>	,00 K€
<i>dont crédits réels</i>	46 684 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	222 K€
Section d'investissement	2023
Dépenses	10 515 K€
<i>dont résultat n-1 (001)</i>	K€
<i>dont crédits réels</i>	10 093 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	422 K€
Recettes	10 515 K€
<i>dont résultat n-1 (001)</i>	K€
<i>dont crédits réels</i>	6 188 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	4 327 K€
BUDGET TOTAL	57 422 K€

Le budget 2023 s'équilibre en section de fonctionnement à hauteur de 46 906 k€ et en section d'investissement à hauteur de 10 515 k€. Le montant global est de 57 422 k€. Il est à noter que ce budget ne prend pas en compte les résultats et les restes à réaliser 2022 qui seront intégrés après le vote du compte administratif 2022 à intervenir d'ici le 30 juin prochain.

Le budget général n'intègre plus le budget des ordures ménagères qui est devenu un budget annexe à compter de 2022.

B. La section de fonctionnement

1. L'évolution des recettes de fonctionnement

Sens	Chap.	Budget 2022	Budget 2023	Variat. En €	Variat. En %
Recettes					
	013 - ATTENUATIONS DE CHARGES	341 K€	309 K€	-32 K€	-9,4%
	70 - PRODUITS DE SERVICES	4 892 K€	4 891 K€	-1 K€	0,0%
	73 - IMPOTS ET TAXES	31 181 K€	32 705 K€	1 524 K€	4,9%
	74 - DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	7 869 K€	8 052 K€	183 K€	2,3%
	75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	452 K€	450 K€	-2 K€	-0,4%
	77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	684 K€	277 K€	-407 K€	-59,5%
Total Recettes		45 419 K€	46 684 K€	1 266 K€	2,8%

Les recettes de fonctionnement réelles (hors opérations d'ordre) s'élèvent en 2023 à 46 684 k€. Elles augmentent de 2.8% par rapport au budget 2022 ; soit en valeur absolue une hausse de 1 266 k€.

013 – Atténuations de charges

Dans ce chapitre sont comptabilisés la participation des agents aux chèques déjeuner (109 k€), le remboursement par Montélimar Habitat des cotisations retraites des agents qui lui sont détachés par la communauté d'agglomération (105 k€), le remboursement des indemnités journalières et les mises à disposition de personnel.

70 – Produit des services

Ce chapitre englobe les recettes liées aux redevances d'occupation de l'aérodrome, à la redevance perçue au titre des panneaux photovoltaïques installés sur le hangar situé aux Léonards et à l'ensemble des recettes générées par les équipements et services de l'agglomération (musée, conservatoire de musique, théâtre, médiathèque, piscines, périscolaire, accueil de loisirs, petite enfance...).

L'estimation des « produits des services » 2023 reste stable par rapport à 2022.

73 – Impôts et taxes

Ce chapitre comptabilise les recettes suivantes :

	Budget 2022	Budget 2023	Variation en €
Taxes foncières, TH et CFE	11 960 K€	12 866 K€	906 K€
Fraction de TVA	10 878 K€	11 433 K€	555 K€
CVAE	4 840 K€	4 948 K€	108 K€
IFER	1 211 K€	1 293 K€	82 K€
Taxe sur les surfaces commerciales	1 159 K€	1 203 K€	45 K€
Taxes de séjour	518 K€	450 K€	-68 K€
Taxe Gémapi	430 K€	430 K€	K€
Autres impôts locaux ou assimilés (RC)	103 K€	K€	-103 K€
Attribution de compensation	65 K€	65 K€	K€
Droits de place aire d'accueil des gens du voyage	17 K€	18 K€	1 K€
Total 73 Impôts et taxes	31 181 K€	32 705 K€	1 524 K€

Comme indiqué dans le rapport d'orientation budgétaire, les taux d'imposition intercommunaux pour la taxe foncière, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et la contribution foncière des entreprises n'augmentent pas.

		2021	2022	2023
TH et TVA	Bases nettes de TH	6 440 064	6 661 547	7 093 745
	Evol.		3,4%	6,5%
	Taux de TH	9,44%	9,44%	9,44%
	Produit de TH total	607 942	628 850	669 650
	Produit de TVA	9 886 894	10 877 642	11 432 568
	Evol.		10,0%	5,1%
	Produit total TH et TVA	10 494 836	11 506 492	12 102 218
	Evol.	5,2%	9,6%	5,2%

Après une évolution importante du produit de TVA 2022 (+10%), le gouvernement table sur une augmentation de 5% de la TVA pour 2023. La revalorisation des bases de taxe d'habitation des résidences secondaires et de la taxe foncière est prise en compte à hauteur de +7% pour 2023.

		2021	2022	2023
Taxe Foncière	Base totales	97 386 559	101 487 881	109 077 000
	Taux	1,65%	1,65%	1,65%
	Produit	1 606 878	1 674 655	1 799 771
	Evol.	-3,3%	4,2%	7,5%
Taxe Foncière non bâtie	Base	1 565 990	1 631 927	1 726 000
	Taux	2,75%	2,75%	2,75%
	Produit	43 065	44 878	47 465
	Evol.	2,6%	4,2%	5,8%
CFE	Base	35 347 688	36 995 878	39 709 000
	Taux	25,69%	25,69%	25,69%
	Produit	9 080 821	9 504 241	10 201 242
	Evol.	-13,7%	4,7%	7,3%
TAFNB	Produit	142 808	143 918	147 527

		2021	2022	2023
CVAE	Produit	5 042 103	4 850 721	4 947 735
	Evol.	4,0%	-3,8%	2,0%
TASCOM	Produit	1 208 602	1 206 079	1 203 435
	Evol.	8,7%	-0,2%	0,5%
IFER	Produit	1 193 401	1 239 531	1 292 844
	Evol.	5,1%	3,9%	0,8%
Total Général		28 812 514	30 170 515	31 742 237

La loi de finances 2023 prévoit la suppression de la CVAE (Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) dès 2023.

Cette suppression sera compensée intégralement par l'affectation d'une fraction de la TVA nette nationale comme pour la suppression de la taxe d'habitation. *N.B. : Dans le tableau ci-dessus et pour des raisons de lisibilité et de comparaison, le montant estimé pour 2023 au titre de cette compensation 2023 est indiqué sur la ligne « CVAE ».*

Au total, les recettes fiscales 2023 sont estimées à 31 742 k€ soit +5.2% par rapport au réalisé 2022.

La taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI), a été instaurée par délibération du conseil du 16 septembre 2021. Comme prévu par la réglementation, le produit de cette taxe devra être fixé par une délibération lors du vote du budget en fonction des dépenses qui seront à prendre en charge. Le produit nécessaire est stable par rapport à 2022 (430 k€).

Cette taxe est payée par l'ensemble de la population du territoire et non pas seulement par les habitants situés en zone inondable. Ainsi, la taxe GEMAPI fait jouer la solidarité territoriale quelle que soit la situation des habitants vis à vis des risques. A titre indicatif, cette taxe GEMAPI correspondra à un produit annuel sur un ménage de l'ordre de 7 € soit moins de 60 centimes d'euros par mois.

74 – Dotations et participations

Ce chapitre englobe la dotation globale de fonctionnement – DGF - (dotation d'intercommunalité et de compensation), les compensations liées aux dégrèvements de fiscalité versées par l'Etat, les contrats aidés et les diverses subventions (Service Public de Performance Energétique de l'Habitat, enseignement artistique...).

La variation 2023 de ce chapitre s'explique par l'évolution de la DGF et les subventions obtenues pour le financement d'actions de promotion de l'agriculture.

Pour rappel, depuis 2019 le montant de la contribution au redressement des comptes publics (-2,3 M€) est déduit directement par l'Etat sur la dotation de base et de péréquation de la DGF.

La dotation de compensation, quant à elle, est écartée chaque année afin de permettre de financer la croissance démographique et la péréquation (DSU, DSR...).

La DGF 2023 est estimée à 5 313 k€, soit 74.8 €/habitant, en légère hausse de 0,7% par rapport à 2022.

	2022	2023
Population DGF	70 900	71 003
<i>Evolution</i>	0,91%	0,15%
Dotation de base	482 K€	486 K€
Dotation de péréquation	971 K€	969 K€
Garantie d'évolution		
Dotation d'intercommunalité brute	1 454 K€	1 454 K€
Variation	-8 K€	1 K€
Ecrêtement	-84 K€	K€
Dotation d'intercommunalité	1 369 K€	1 454 K€
<i>Evolution</i>	11,0%	6,2%
<i>Evolution / Pop. DGF</i>	10%	6%
Dotation de compensation	3 901 K€	3 859 K€
<i>Evolution</i>	-2,194%	-1,076%
Total DGF	5 270 K€	5 313 K€
<i>Evolution</i>	48,2 K€	43,0 K€
DGF / Pop. DGF	74,3 €	74,8 €
<i>Evolution</i>	0,0%	0,7%

75 – Autres produits de gestion

Ce chapitre enregistre toutes les recettes liées aux loyers perçus pour l'utilisation des bâtiments communautaires par des tiers (syndicats intercommunaux, Office de Tourisme...), les recettes de l'activité du palais des congrès et la mise à disposition des équipements sportifs.

L'estimation 2023 reste stable par rapport à 2022.

77 – Produits exceptionnels

Ce chapitre enregistre principalement les produits perçus au titre des sinistres et des contentieux divers ainsi que l'annulation des rattachements de mandats émis à tort.

Sur ce chapitre a été constaté en 2022 un premier remboursement par l'assurance de 490 k€ pour les travaux engagés par l'agglomération suite au séisme de 2019. Ce montant n'est pas reconduit en 2023.

2. L'évolution des dépenses de fonctionnement

	Budget 2022	Proposition Budget 2023	Variat. En €	Variat. En %
011- Charges courantes	9 625,0 K€	10 298,8 K€	673,8 K€	7,0%
dont électricité et gaz	1 903,2 K€	2 318,5 K€	415,3 K€	21,8%
dont séisme	410,6 K€	354,5 K€	-56,1 K€	-13,7%
dont autres	7 311,2 K€	7 625,8 K€	314,6 K€	4,3%
012 - Charges de personnel	19 397,7 K€	21 048,2 K€	1 650,6 K€	8,5%
dont hausse point d'indice 3,5%	320,0 K€	640,0 K€	320,0 K€	100,0%
dont autres	19 077,7 K€	20 408,2 K€	1 330,6 K€	7,0%
014 - Atténuations de produits (AC, DSC...)	9 291,6 K€	9 200,2 K€	-91,3 K€	-1,0%
65 - Subventions et participations	1 905,9 K€	1 776,6 K€	-129,3 K€	-6,8%
66 - Charges financières	155,9 K€	137,4 K€	-18,5 K€	-11,9%
67 - charges exceptionnelles	250,0 K€	127,9 K€	-122,1 K€	-48,8%
68 - Provisions	40,0 K€	40,0 K€	,0 K€	0,0%
022 - Dépenses imprévues	150,0 K€	150,0 K€	,0 K€	0,0%
Total	40 816,1 K€	42 779,2 K€	1 963,1 K€	4,8%

Ps : le reversement de l'excédent au budget annexe des déchets d'un montant de 2.13M€, inscrit au compte 657363 en 2022, est neutralisé pour permettre une meilleure lisibilité de l'évolution des dépenses.

Les dépenses de fonctionnement réelles (hors opérations d'ordre) s'élèvent en 2023 à 42 779.2 k€. Elles progressent de 4.8% par rapport au budget 2022 ; soit en valeur absolue une hausse de 1 963.1 k€.

En neutralisant les frais d'électricité, les frais liés au séisme de 2019 et la hausse du point d'indice servant de base à la rémunération des agents de la fonction publique, les dépenses augmentent de 3.4%, en dessous du niveau d'inflation (pour mémoire : inflation +5,2 % en 2022 et prévision de +5% environ en 2023).

011- Charges à caractère général

Ce chapitre enregistre notamment les dépenses nécessaires au bon fonctionnement de tous les équipements publics, aux locations de locaux occupés par les services, aux services rendus à la population (médiathèque, conservatoire musique et théâtre, accueils périscolaires et extrascolaires, crèches, centres aquatiques, musée, théâtre, palais des congrès) et aux différentes actions conduites par l'agglomération (construction et suivi des documents de planification - Plans d'Urbanismes, Plan Local de l'Habitat, Plan Climat Air Energie Territorial - Schéma Directeur des Energies Renouvelables, Plan Alimentaire Territorial...).

Les charges à caractère général progressent, majoritairement du seul fait de la hausse des coûts de l'énergie.

A noter que le budget 2023 devra encore supporter des dépenses pour les réparations des bâtiments touchés par le séisme de fin 2019.

012 – Charges de personnel

Les charges de personnel vont évoluer sous l'effet cumulé de la hausse du point d'indice servant de base à la rémunération des fonctionnaires, des hausses successives du SMIC entre 2021 et début 2023 (plus au moins une autre probablement à venir en cours d'année), des effets de mesures de reclassement des grilles de rémunération décidées par l'Etat pour les agents de catégories C et B, du glissement vieillesse technicité (impact de la progression des carrières), de l'impact en année pleine de la mutualisation des services informatiques avec la ville de Montélimar (une partie est refacturée à la commune), de l'internalisation des interventions musicales en milieu scolaire (compensée par l'arrêt des prestations jusque-là externalisées) et de nouveaux recrutements (structuration de la direction des sports, renforts direction de l'urbanisme, pôle attractivité, suivi convention territoriale globale – CTG - avec la CAF, contrôle de gestion, suivi carrières, développement digitalisation des process et des services publics).

Il est à noter que la collectivité recherche systématiquement en matière de personnel, tout comme pour l'ensemble de ses dépenses, à obtenir des financements extérieurs. Ainsi les postes de chargés de mission CTG mais également ceux des conseillers numériques, du chargé de mission Plan Alimentaire Territorial, chargé de mission co-financements, chargé de mission « Petite Ville de Demain » et chargé de mission SPPEH (Service Public pour la Performance Energétique de l'Habitat) sont co-financés par des partenaires extérieurs.

Par ailleurs une partie des services supportés par la communauté d'agglomération sont refacturés ensuite à la ville de Montélimar dans le cadre des conventions de mutualisation qui lient ces deux collectivités (ex. : finances, commande publique et affaires juridiques, ressources humaines, informatique, gestion des assemblées, direction générale).

014- Atténuation de produits

Ce chapitre regroupe les dépenses suivantes :

	Budget 2022	Budget 2023	Variat. En €
Attribution de compensation	6 981,9 K€	6 954,8 K€	-27,1 K€
Dotations de solidarité communautaire	201,8 K€	200,0 K€	-1,8 K€
Fonds de péréquation (FPIC)	601,7 K€	607,6 K€	6,0 K€
Reversement sur FNGIR	953,8 K€	953,8 K€	,0 K€
Reversement produit éolienne Marsanne	34,0 K€	34,0 K€	,0 K€
Reversement taxe de séjour	518,4 K€	450,0 K€	-68,4 K€
Total 014 - Atténuation de produit	9 291,6 K€	9 200,2 K€	-91,3 K€

Le montant des attributions de compensation est revu en fonction de l'évolution des services communs facturés à la commune de Montélimar.

La dotation de solidarité communautaire de 200 k€ est reconduite en 2023 pour permettre de réduire les disparités de ressources et de charges entre les communes et notamment vis-à-vis des plus modestes d'entre elles.

En ce qui concerne le prélèvement au titre fonds de péréquation des ressources (FPIC), ce dernier est estimé à 570 k€ pour l'agglomération soit en légère hausse de 6 k€ par rapport à 2022.

En 2022, il était prévu 78 k€ de reliquat de reversement de taxe de séjour. Après neutralisation de ce reversement exceptionnel, le montant reste stable en 2023.

65 – autres charges de gestion

Ce chapitre regroupe les crédits nécessaires pour assumer les pertes sur créances irrécouvrables, les indemnités et formation des élus, les participations au SMBRJ (Syndicat Mixte des Bassins du Roubion et du Jabron) et au Syndicat Intercommunal du SCOT (Schéma de COhérence Territoriale), les subventions aux associations et à l'office de tourisme intercommunal.

La baisse de ce chapitre par rapport au budget voté en 2022 découle de l'absence de subvention d'équilibre à verser au budget annexe des transports urbains et de la fin d'une contribution ponctuelle versée au CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale).

66 – Charges financières

Les charges financières liées au remboursement des intérêts des emprunts contractés devraient baisser de 18.5 k€ grâce à une gestion active de la dette et à la baisse de l'encours de dette.

67 – Charges exceptionnelles

Ce chapitre enregistre les annulations des titres de recettes sur les exercices antérieurs, le règlement des indemnités suite aux contentieux, la participation pour la réalisation des zones d'activités et la contribution financière versée à la Communauté de Commune Val de Drôme dans le cadre de l'intégration de Puy Saint Martin. Cette dernière passe de 196 k€ à 83 k€, ce qui explique la baisse de ce chapitre.

68 – Dotations aux provisions

Ce budget est prévu pour constater d'éventuelles provisions pour dépréciation des créances douteuses que nous communiquerait le trésor public.

022 – Dépenses imprévues

Les dépenses imprévues sont destinées à permettre de faire face à une urgence pour engager, mandater et liquider une dépense non inscrite initialement au budget.

La décision de virement de crédit s'analyse comme une décision budgétaire et présente le caractère d'acte réglementaire. Pour être exécutoire, la décision est donc soumise à l'obligation de transmission au représentant de l'Etat.

Ces crédits pourront être notamment utilisés dans le cadre des travaux et études supplémentaires qui résulteraient du « séisme » de 2019.

3. La répartition de la section de fonctionnement par fonction (unité d'analyse / service)

Ci-dessous, la répartition par fonction ((unité d'analyse définie réglementairement), des dépenses et recettes de fonctionnement :

	Dépenses		Recettes	
	Budget 2023	Répart.	Budget 2023	Répart.
0 - Dépenses générales non ventilées (AC, DSC, charges financières...)	17 286 K€	40,4%	39 846 K€	85,4%
1 - Salubrité publiques (CRIIRAD, ASDA)	121 K€	0,3%	6 K€	0,0%
3 - Culture (conservatoire, bibliothèque, théâtre...)	5 563 K€	13,0%	888 K€	1,9%
4 - Sport et jeunesse (Gymnases, stades, piscines, ALSH, périscolaire, base de loisirs)	10 886 K€	25,4%	2 703 K€	5,8%
5 - Interventions sociales (Aire d'accueil, REMAID, Mission locale...)	303 K€	0,7%	49 K€	0,1%
6 - Famille (Crèches et garderies)	4 401 K€	10,3%	1 941 K€	4,2%
7 - Logements	291 K€	0,7%	0 K€	0,0%
8 - Aménagement et services urbains (SIG, TIC, SMBRJ, dével.durable, instruction des permis)	1 494 K€	3,5%	430 K€	0,9%
9 - Economie (SPL, SCOT, TEPOS, agriculture, office de tourisme...)	2 435 K€	5,7%	821 K€	1,8%
Total	42 779 K€	100,0%	46 684 K€	100,0%

La section d'investissement

	Budget 2022	Reports de crédits 2021	Total budget 2022	Budget 2023
20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	684,8 K€	409,2 K€	1 094,0 K€	411,7 K€
204 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	1 353,4 K€	1 148,2 K€	2 501,7 K€	1 301,6 K€
21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 921,0 K€	407,7 K€	2 328,7 K€	1 120,0 K€
23 - IMMOBILISATIONS EN COURS	2 718,0 K€	1 148,0 K€	3 866,0 K€	3 702,8 K€
OPERATIONS D'EQUIPEMENTS	2 425,7 K€	54,7 K€	2 480,4 K€	2 795,3 K€
TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT	9 103,0 K€	3 167,7 K€	12 270,7 K€	9 331,5 K€
13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	,0 K€	,0 K€	,0 K€	80,0 K€
16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	662,0 K€	,0 K€	662,0 K€	677,5 K€
26 - PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	1 600,0 K€	,0 K€	1 600,0 K€	,0 K€
27 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 000,0 K€	,0 K€	1 000,0 K€	4,0 K€
TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES	3 262,0 K€	,0 K€	3 262,0 K€	761,5 K€
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	12 365,0 K€	3 167,7 K€	15 532,7 K€	10 093,0 K€

Les dépenses réelles d'investissement 2023 sont de 10 093 k€ en prenant le remboursement du capital de dette.

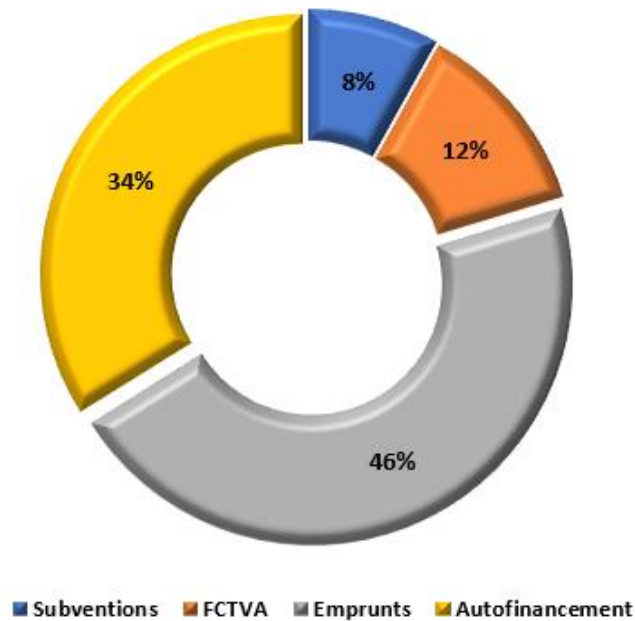
Concernant les dépenses d'équipement, il est prévu 9331 k€ de crédits nouveaux répartis comme suit :

Dépenses 2023

E1-O1 : Développer et adapter toutes les structures et les services à la population, en lien avec les évolutions démographiques			
	114 - DESSERVIR LE TERRITOIRE PAR LA FIBRE OPTIQUE		116K€
	136 - CREATION D'UN MULTI ACCUEIL SUR SARDA		650K€
	48 - BIBLIOTHEQUE : EQUIPEMENT D'AUTOMATES DE PRÊT/RETOUT DES DOCUMENTS		156K€
	70 - CREATION D'UNE LUDOTHEQUE (ACCUEIL DE LOISIRS)		100K€
	79 - MAINTIENT DU PATRIMOINE BATI ERP ET INFRASTRUCTURES EN ÉTAT D'ACCUEIL CORRECT DU PUBLIC ET RENOUELEMENT MATERIEL		1 600K€
	95 - REDIMENSIONNEMENT CRECHE CLEON		100K€
Total E1-O1 : Développer et adapter toutes les structures et les services à la population, en lien avec les évolutions démographiques			2 722K€
E1-O2 : Dével. le maillage géographique de l'offre culturelle et sportive afin de la rendre accessible à l'ensemble de la population			
	120 - ARRÊT D'UN PROGRAMME D'ENTRETIEN ET DE RÉHABILITATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUTAIRES		955K€
	129 - CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE PISCINE COMMUNAUTAIRE À CLÉON D'ANDRAN		240K€
	131 - SCHEMA DIRECTEUR DES EQUIPEMENTS TERRESTRES		40K€
Total E1-O2 : Dével. le maillage géographique de l'offre culturelle et sportive afin de la rendre accessible à l'ensemble de la population			1 235K€
E2-O1 : Développer et mailler les mobilités respectueuses de l'environnement			
	39 - RÉALISATION D'UNE VÉLOROUTE VOIE VERTE DANS LA VALLÉE DU ROUBION		40K€
	4 - ÉCOSYSTÈME TERRITORIAL HYDROGÈNE		40K€
	63 - MISE EN VALEUR DES SITES ET INFRASTRUCTURES DE LOISIRS - CONNEXION VIARHONA/ BASE DE LOISIRS		150K€
Total E2-O1 : Développer et mailler les mobilités respectueuses de l'environnement			230K€
E2-O2 : Maîtriser la consommation de l'espace pour une urbanisation raisonnée et mettre en oeuvre une politique du logement en prise avec le développement économique et la préservation des terrains agricoles			
	132 - ELABORATION PLU INTERCOMMUNAL		50K€
	133 - MISE EN ŒUVRE DU PLH – ACCOMPAGNER LA RÉNOVATION DES FAÇADES		850K€
	134 - OPAH - AIDES FINANCIÈRES AGGLO POUR LES TRAVAUX DES PORTEURS DE PROJETS		150K€
Total E2-O2 : Maîtriser la consommation de l'espace pour une urbanisation raisonnée et mettre en oeuvre une politique du logement en p			1 050K€
E2-O3 : Développer et renforcer la qualité du cadre de vie (paysager, patrimonial, touristique) et valoriser ses spécificités			
	61 - MISE EN VALEUR DES SITES ET INFRASTRUCTURES DE LOISIRS - AMENAGEMENT DU PARKING DE LA BASE DE LOISIRS		617K€
	74 - CINEMA DES TEMPLIERS DISSOCIATION DES FLUIDES ET INDEPENDANCE ET MISE AUX NORMES DE L'AUDITORIUM		150K€
	78 - MISE EN ACCESSIBILITE DE QUAIS DE BUS (ARRET GENERATEURS DE DEPLACEMENTS ET LIGNES PRIORITAIRES)STRUCTURANTES		1 000K€
	81 - PPI - MAINTIENT DU PATRIMOINE DES INFRASTRUCTURES A VOCATION ECONOMIQUES - ZAE COMMUNAUTAIRE		415K€
	88 - SIGNALÉTIQUE DES ZONES D'ACTIVITÉS		120K€
Total E2-O3 : Développer et renforcer la qualité du cadre de vie (paysager, patrimonial, touristique) et valoriser ses spécificités			2 302K€
E2-O4 : Accomp. une démarche vertueuse d'agriculture durable pleinement intégrée au territoire et de Plan alimentaire territorial			
	54 - CIRCUITS COURTS : ACCOMPAGNEMENT ET CREATION D'OUTILS COLLECTIFS POUR L'ABATTAGE MOBILE A LA FERME SUR LE BASSIN DE MONTELIMAR		60K€
	59 - DEMARCHE DE BIOECONOMIE TERRITORIALE – CROISSANCE VERTE		26K€
Total E2-O4 : Accomp. une démarche vertueuse d'agriculture durable pleinement intégrée au territoire et de Plan alimentaire territorial			86K€
E2-O5 : Préserver les ressources existantes (eau, foncier, patrimoine) et valoriser notre "potentiel ressources" (éolien, photovoltaïque, hydraulique, déchets ...)			
	2 - SCHÉMA D'ORIENTATION DE PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLE		40K€
	24 - ETUDES ET TRAVAUX SUR LES SYSTÈMES D'ENDIGUEMENT GÉRÉS PAR MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION		150K€
	25 - ACTIONS RÉALISÉES PAR LE SMBRJ DANS LE CADRE DU CONTRAT DE RIVIÈRES 2021-2023(LISTING DES ACTIONS EN PIÈCE JOINTE)		366K€
	80 - TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE - APPLICATION DU DECRET TERRTIAIRE OBLIGATION D'ECONOMIE D'ENERGIE OBJECTIF -30% / -40% - 50%		150K€
Total E2-O5 : Préserver les ressources existantes (eau, foncier, patrimoine) et valoriser notre "potentiel ressources" (éolien, photovoltaïque)			706K€
E3-O1 : Favoriser l'accueil proactif des entreprises et ouvrir le territoire à de nouveaux secteurs d'activités			
	115 - CONSTITUTION RESERVES FONCIERES		1 000K€
Total E3-O1 : Favoriser l'accueil proactif des entreprises et ouvrir le territoire à de nouveaux secteurs d'activités			1 000K€
Total général			9 331K€

Les dépenses d'investissement seront financées comme suit :

Financement des dépenses d'équipement



Pour les subventions d'équipement, afin de respecter le principe de sincérité, ne sont inscrites que celles ayant fait l'objet d'un arrêté attributif de la part des partenaires de la communauté d'agglomération.

II. Les budgets annexes

A. Budget des ordures ménagères

a) L'équilibre du budget

BUDGET PRIMITIF	
Section de fonctionnement	2023
Dépenses	12 169 K€
<i>dont crédits réels</i>	11 273 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	897 K€
Recettes	12 169 K€
<i>dont résultat n-1 (002)</i>	K€
<i>dont crédits réels</i>	12 166 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	3 K€
Section d'investissement	2023
Dépenses	1 459 K€
<i>dont résultat n-1 (001)</i>	K€
<i>dont crédits réels</i>	1 456 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	3 K€
Recettes	1 459 K€
<i>dont résultat n-1 (001)</i>	K€
<i>dont crédits réels</i>	562 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	897 K€
BUDGET TOTAL	13 629 K€

Le budget 2023 des ordures ménagères s'équilibre en section de fonctionnement à hauteur de 12 169 k€ et en section d'investissement à hauteur de 1 459 k€. Le montant global est de 13 629 k€. Il est à noter que ce budget n'intègre pas les résultats et les restes à réaliser 2022 qui seront repris après le vote du compte administratif 2022 à intervenir d'ici le 30 juin 2023.

b) La section de fonctionnement – Vue par chapitre

	BP 2022	BP 2023	Evol. En %	Evol. En €
Valorisation des déchets	805 K€	805 K€	0,0%	0 K€
Total 70 - PRODUIT DES SERVICES	805 K€	805 K€	0,0%	0 K€
7331 - Taxe d'enlèvement des o.m.	10 562 K€	11 361 K€	7,6%	799 K€
Total 73 - IMPOTS ET TAXES	10 562 K€	11 361 K€	7,6%	799 K€
74 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	2 126 K€	0 K€		-2 126 K€
Total 77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	7 K€	0 K€		-7 K€
Total Recettes réelles	13 501 K€	12 166 K€	-9,9%	-1 335 K€
Sans excédent n-1 (chap 74)	11 374 K€	12 166 K€	7,0%	792 K€

Les recettes réelles sont estimées à 12 166 k€ soit en hausse de 792 k€ (si l'on neutralise la reprise en 2022 de des excédents antérieurs constatée au chapitre 74 à hauteur de 2 126k€) avec un l'ajustement du produit de valorisation des déchets recyclables au niveau du budget 2022 et la prise en compte de la revalorisation des bases d'imposition de la TEOM (intégrée à hauteur de +7% en 2023)

	BP 2022	BP 2023	Evol. En %	Evol. En €
611 - Collecte des déchets	3 529 K€	3 712 K€	5,2%	183 K€
615 - Entretien et réparations	255 K€	286 K€	12,2%	31 K€
628 - Traitement et gestion des bas de quai	5 765 K€	6 613 K€	14,7%	848 K€
Autres	68 K€	182 K€	166,8%	114 K€
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	9 617 K€	10 793 K€	12,2%	1 176 K€
012 - CHARGES DE PERSONNEL	175 K€	183 K€	4,2%	7 K€
Participation SYPP	243 K€	253 K€	4,0%	10 K€
Subvention Ressourcerie	20 K€	20 K€	0,0%	0 K€
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION (SYPP)	264 K€	273 K€	3,5%	9 K€
66 - CHARGES FINANCIERES	18 K€	19 K€	3,9%	1 K€
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	0 K€	5 K€		5 K€
Total Dépenses réelles	10 074 K€	11 273 K€	11,9%	1 198 K€

Les dépenses sont évaluées à 11 273 k€ soit + 1 198 k€ par rapport au budget 2022.
Le coût de la collecte sera mécaniquement impacté par la révision des prix des marchés en lien avec l'inflation.

Le coût du traitement des déchets ultimes sera en forte augmentation pour les raisons suivantes :

- Nouvelle hausse de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), +15.6% en 2023 (soit une augmentation totale depuis 2019 de + 171 %)

Incitation par l'augmentation des taxes nationales (TGAP)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Evolution
TGAP € TTC / Tonne	26,4 €	27,5 €	40,7 €	49,5 €	57,2 €	64,9 €	71,5 €	171%
Variat.		4,2%	48,0%	21,6%	15,6%	13,5%	10,2%	

- Au coût d'enfouissement en forte hausse depuis 2020 compte tenu des tensions liées à la réduction des capacités d'enfouissement imposée par l'Etat et à la mise en service du nouveau centre de valorisation du SYPP à Malataverne, à compter de juillet 2023 avec une charge fixe de 344 k€ (sur 6 mois) pour le remboursement des emprunts que le SYPP a mobilisé pour son financement.

c) La section d'investissement – Vue par chapitre

Chapitre	Budget 2022	Reports de crédits 2021	Total budget 2022	Budget 2023
Dépenses				
16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	71 K€	0 K€	71 K€	74 K€
20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	118 K€	0 K€	118 K€	0 K€
21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	778 K€	0 K€	778 K€	1 069 K€
23 - IMMOBILISATIONS EN COURS	579 K€	0 K€	579 K€	314 K€
Total Dépenses	1 547 K€	0 K€	1 547 K€	1 456 K€
Recettes				
024 - PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	15 K€	0 K€	15 K€	15 K€
10 - DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	177 K€	0 K€	177 K€	0 K€
13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0 K€	0 K€	0 K€	33 K€
16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	191 K€	0 K€	191 K€	514 K€
Total Recettes	383 K€	0 K€	383 K€	562 K€

Un programme d'investissement de 1 382 k€ est prévu en 2023 avec notamment :

- Poursuite du développement de la collecte en apport volontaire sur le territoire : 700 k€
- Mise en place de la collecte séparée des biodéchets sur le territoire : 500 k€
- Extension de la déchèterie intercommunale de la Laupie : 48 k€
- Equipements pour favoriser le tri dans les lieux publics : 44 k€

B. Budget annexe des transports urbains

a) L'équilibre du budget

BUDGET PRIMITIF	
Section de fonctionnement	2023
Dépenses	4 767 K€
<i>dont crédits réels</i>	4 740 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	27 K€
Recettes	4 767 K€
<i>dont résultat n-1 (002)</i>	K€
<i>dont crédits réels</i>	4 763 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	4 K€
Section d'investissement	2023
Dépenses	395 K€
<i>dont résultat n-1 (001)</i>	K€
<i>dont crédits réels</i>	390 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	4 K€
Recettes	395 K€
<i>dont résultat n-1 (001)</i>	K€
<i>dont crédits réels</i>	368 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	27 K€
BUDGET TOTAL	
5 162 K€	

Le budget 2023 s'équilibre en section de fonctionnement à hauteur de 4 767 k€ et en section d'investissement à hauteur de 395 k€. Le montant global est de 5 162 k€

b) La section de fonctionnement – Vue par chapitre

	BP 2022	BP 2023	Evol. En €	Evol. En %
Versement mobilité	3 010,0 K€	3 612,3 K€	602,3 K€	20,0%
Total 73 - IMPOTS ET TAXES	3 010,0 K€	3 612,3 K€	602,3 K€	20,0%
Compensation transfert ligne	1 108,9 K€	1 066,7 K€	-42,1 K€	-3,8%
Subvention d'équilibre budget général	66,6 K€	,0 K€	-66,6 K€	-100,0%
Total 74 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 175,4 K€	1 066,7 K€	-108,7 K€	-9,2%
Redevances abribus - communication	52,0 K€	54,0 K€	2,0 K€	3,8%
Compensation versement de transport	34,0 K€	30,0 K€	-4,0 K€	-11,8%
Total 75 - AUTRES PRODUITS	86,0 K€	84,0 K€	-2,0 K€	-2,3%
Autres produits exceptionnels de gestion	120,0 K€	,0 K€	-120,0 K€	
Total 77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	120,0 K€	,0 K€	-120,0 K€	-100,0%
Total Recettes réelles de fonctionnement	4 391,4 K€	4 763,0 K€	371,6 K€	8,5%

Les recettes de fonctionnement sont estimées à 4.76 M€ en hausse de 8.5% avec la prise en compte de la revalorisation du taux de versement mobilité, décidée en 2022, nécessaire pour équilibrer ce budget.

		BP 2022	BP 2023	Evol. En €	Evol. En %
	Contrat DSP	4 047,5 K€	4 411,9 K€	364,4 K€	9,0%
	Autres	285,6 K€	263,4 K€	-22,2 K€	-7,8%
011	- CHARGES A CARACTERE GENERAL	4 333,1 K€	4 675,3 K€	342,2 K€	7,90%
012	- CHARGES DE PERSONNEL	,0 K€	50,0 K€	50,0 K€	
	Restitution VT	25,0 K€	15,0 K€	-10,0 K€	-40,0%
014	- ATTENUATIONS DE PRODUITS	25,0 K€	15,0 K€	-10,0 K€	-40,0%
65	- AUTRES CHARGES DE GESTION	,00 K€	,01 K€	,01 K€	
67	- CHARGES EXCEPTIONNELLES	,0 K€	,0 K€	,0 K€	
Total Dépenses réelles de fonctionnement		4 358,1 K€	4 740,3 K€	382,2 K€	8,77%

Les dépenses réelles 2023 sont quant à elles évaluées à 4.74 M€ soit +8.77% par rapport à 2022 sous l'effet notamment de la révision du marché actuel et la prévision de l'embauche d'un chargé mobilité.

c) La section d'investissement – Vue par chapitre

	Chapitre	Budget 2022	Reports de crédits 2021	Total budget 2022	Budget 2023
Dépenses					
	21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 K€	0 K€	10 K€	1 K€
	23 - IMMOBILISATIONS EN COURS	504 K€	73 K€	576 K€	389 K€
	26 - PARTICIPATIONS	0 K€	25 K€	25 K€	0 K€
Total Dépenses		514 K€	98 K€	611 K€	390 K€
Recettes					
	10 - DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	55 K€	0 K€	55 K€	0 K€
	16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	248 K€	0 K€	248 K€	368 K€
Total Recettes		303 K€	0 K€	303 K€	368 K€

En investissement, il est prévu 390 k€ avec notamment le renouvellement des équipements de billetterie et 10 k€ pour le remplacement de mobilier.
 Une inscription de 368 k€ en emprunt est nécessaire pour équilibrer le budget.

C. Budget annexe de l'assainissement collectif
a) L'équilibre du budget

BUDGET PRIMITIF	
Section de fonctionnement	2023
Dépenses	3 602 K€
<i>dont crédits réels</i>	887 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	2 715 K€
Recettes	3 602 K€
<i>dont résultat n-1 (002)</i>	K€
<i>dont crédits réels</i>	3 336 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	266 K€
Section d'investissement	2023
Dépenses	6 960 K€
<i>dont résultat n-1 (001)</i>	K€
<i>dont crédits réels</i>	5 510 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	1 450 K€
Recettes	6 960 K€
<i>dont résultat n-1 (001)</i>	K€
<i>dont crédits réels</i>	3 061 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	3 899 K€
BUDGET TOTAL	10 562 K€

Le budget 2023 s'équilibre en section de fonctionnement à hauteur de 3 602 k€ et en section d'investissement à hauteur de 6 960 k€. Le montant global est de 10 562 k€.

b) La section de fonctionnement – Vue par chapitre

	BP 2022	BP 2023	Variat. En €	Variat. En %
Participation au raccordement des égouts	426 K€	406 K€	-20 K€	-4,7%
Redevances assainissement - Surtaxe	0 K€	2 700 K€	2 700 K€	
Total 70 - PRODUITS DE SERVICES	426 K€	3 106 K€	2 680 K€	629,1%
Prime d'épuration	230 K€	230 K€	0 K€	0,0%
Total 74 - SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	230 K€	230 K€	0 K€	0,0%
Redevances assainissement - Surtaxe	2 602 K€	0 K€	-2 602 K€	-100,0%
Total 75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 602 K€	0 K€	-2 602 K€	-100,0%
Total 77 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	95 K€	0 K€	-95 K€	-100,0%
Total Recettes de fonctionnement	3 353 K€	3 336 K€	-17 K€	-0,5%
	BP 2022	BP 2023	Variat. En €	Variation
total 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	158 K€	121 K€	-37 K€	-23,4%
Total 012 - CHARGES DE PERSONNEL	301 K€	320 K€	20 K€	6,5%
Total 65 - AUTRES CHARGES DE GESTION	25 K€	0 K€	-25 K€	-100,0%
Total 66 - CHARGES FINANCIERES	318 K€	405 K€	88 K€	27,6%
Total 67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	40 K€	40 K€	0 K€	0,0%
Total Dépenses de fonctionnement	842 K€	887 K€	45 K€	5,3%

L'agglomération a confié la gestion du service de l'assainissement collectif à S²LO dans le cadre d'un contrat d'affermage.

L'affermage est le contrat par lequel le co-contractant – appelé « fermier » - s'engage à gérer un service public contre une rémunération versée par les usagers. Le fermier reverse à la collectivité une redevance appelée « la surtaxe » destinée à financer les investissements qu'elle doit réaliser.

Cette surtaxe permet également de financer les charges financières de la dette, les curages de lagunes, les conventions de passage et le personnel.

La part des dépenses de fonctionnement est faible par rapport au niveau des recettes, ce qui permet de dégager une capacité d'autofinancement importante pour le financement des travaux.

c) La section d'investissement – Vue par chapitre

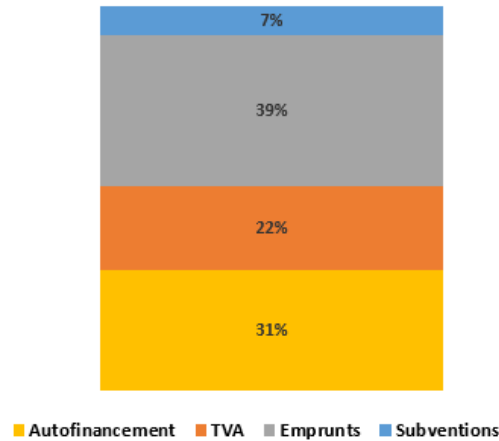
Chapitre	BP 2022	Restes à réaliser 2021	Total budget 2022	Réalisé	BP 2023
20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,0 K€		0,0 K€	0,0 K€	0,0 K€
21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5,3 K€	2,3 K€	7,7 K€	2,6 K€	14,3 K€
23 - IMMOBILISATIONS EN COURS	3 642,0 K€	1 005,2 K€	4 647,2 K€	1 985,3 K€	4 446,0 K€
Total des dépenses d'équipement	3 647,3 K€	1 007,6 K€	4 654,9 K€	1 987,9 K€	4 460,3 K€
16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 075,0 K€		1 075,0 K€	1 070,0 K€	1 050,0 K€
Total des dépenses financières	1 075,0 K€	0,0 K€	1 075,0 K€	1 070,0 K€	1 050,0 K€
Total des dépenses réelles d'investissement	4 722,3 K€	1 007,6 K€	5 729,9 K€	3 057,9 K€	5 510,3 K€

Le montant des travaux 2023 est estimé à 4.46M€.

	BP 2023		BP 2023
PPI ALLAN	765,0 K€	PPI MARSANNE	0,0 K€
PPI ANCONNE	120,0 K€	PPI MONTELIMAR	959,8 K€
PPI LA BATIE ROLLAND	910,0 K€	PPI MONTBOUCHER S/ JABRON	20,0 K€
PPI BONLIEU SUR ROUBION	10,0 K€	PPI PORTES EN VALDAINE	10,0 K€
PPI CHATEAUNEUF DU RHONE	151,5 K€	PPI PUYGIRON	356,0 K€
PPI CHAROLS	30,0 K€	PPI LA TOUCHE	5,0 K€
PPI CLEON D'ANDRAN	74,0 K€	PPI ROCHEFORT EN VALDAINE	5,0 K€
PPI CONDILLAC	5,0 K€	PPI ROYNAC	5,0 K€
PPI LA COUCOURDE	90,0 K€	PPI SAULCE SUR RHONE	70,0 K€
PPI ESPELUCHE	10,0 K€	PPI SAUZET	37,0 K€
PPI SAINT GERVAIS	10,0 K€	PPI SAVASSE	100,0 K€
PPI LA LAUPIE	103,0 K€	PPI LES TOURRETTES	10,0 K€
PPI MANAS	300,0 K€	PPI PUY SAINT MARTIN	252,0 K€
PPI SAINT MARCEL LES SAUZET	52,0 K€	TOTAL	4 460,3 K€

Ces travaux seront réalisés sans augmentation de la surtaxe en 2023. Le tarif de 1.789 €HT par m3 (part revenant au fermier + surtaxe) reste inchangé.

Financement des investissements



D. Budget annexe de l'assainissement non collectif (SPANC)

BUDGET PRIMITIF	
Section de fonctionnement	2023
Dépenses	75,2 K€
<i>dont crédits réels</i>	75,2 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	,0 K€
Recettes	75,2 K€
<i>dont résultat n-1 (002)</i>	,0 K€
<i>dont crédits réels</i>	75,2 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	,0 K€
Section d'investissement	2023
Dépenses	,0 K€
<i>dont résultat n-1 (001)</i>	,0 K€
<i>dont crédits réels</i>	,0 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	,0 K€
Recettes	,0 K€
<i>dont résultat n-1 (001)</i>	,0 K€
<i>dont crédits réels</i>	,0 K€
<i>dont crédits d'ordre</i>	,0 K€
BUDGET TOTAL	75,2 K€

Le budget 2023 s'équilibre en section de fonctionnement à hauteur de 75.2 k€.

Le rôle du SPANC est de conseiller les particuliers. Son but est de veiller à ce que les systèmes d'assainissement autonomes des eaux usées domestiques préservent l'environnement et la salubrité publique.

Cette vérification passe par :

- le diagnostic et le conseil pour les installations existantes ;
- le contrôle régulier du bon fonctionnement des systèmes ;
- le conseil en implantation, conception et réalisation d'une installation neuve lors d'un dépôt de permis de construire ;
- le conseil en implantation, conception et réalisation d'une installation neuve lors d'une réhabilitation.

	BP 2022	BP 2023	Variat. En €	Variat. En %
Total 70 - PRODUITS DE SERVICES	117,5 K€	75,2 K€	-42,4 K€	-36%
Total 002 EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	22,3 K€	,0 K€	-22,3 K€	-100%
Total Recettes de fonctionnement	139,8 K€	75,2 K€	,0 K€	-46%
total 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	125,2 K€	71,7 K€	-53,4 K€	-42,7%
Total 65 - CHARGES DE GESTION COURANTES	,0 K€	1,4 K€	1,44 K€	
Total 67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	1,0 K€	2,0 K€	1,00 K€	100,0%
Total Dépenses de fonctionnement	126,2 K€	75,2 K€	-51 K€	-40,4%

En 2023, l'accent continuera d'être mis sur les contrôles de bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif existantes.